

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2013;  
 Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2013;  
 Gelet op advies nr. 55.008/2 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;  
 Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;  
 Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en 17 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de inleidende zin van het eerste lid wordt aangevuld als volgt: "die uiterlijk 1 januari 2014 moet worden ingediend";

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgend lid :

"Uiterlijk 1 maart 2014 dient de onderneming een dossier op grond van een modelformulier bij de Administratie in.";

3° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "een termijn van dertig dagen toestaan om haar dossier te vervolledigen" vervangen door de woorden "een termijn toestaan die in de aanvraag wordt vastgesteld, om haar dossier te vervolledigen";

2° in het tweede lid worden de woorden "binnen de dertig dagen", de woorden "wordt haar een aangetekend schrijven toegestuurd waarbij haar een nieuwe termijn van dertig dagen wordt toegekend" alsook de woorden "Als die termijn éénmaal voorbij is," geschrapt.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

**Art. 4.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,  
 R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Kmo's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
 J.-Cl. MARCOURT

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201513]

**20 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013;

Considérant l'urgence motivée par le fait qu'il y a lieu sans délai de suspendre l'aide complémentaire relative à la zone franche et ce, afin d'évaluer notamment l'impact budgétaire de ce dispositif;

Considérant que cette évaluation qui analysera tant l'aspect économique que l'aspect social permettra de déterminer le niveau d'intervention dans ces zones franches en liaison avec la nouvelle carte des zones de développement qui devra être approuvée en 2014 par la Commission européenne;

Considérant néanmoins qu'il est impérieux pour la Région wallonne et les entreprises concernées, pour des questions de sécurité juridique et de planification des investissements prévus, de pouvoir continuer à bénéficier de cette mesure après le 1<sup>er</sup> janvier 2014 si leur programme d'investissements a fait l'objet d'une autorisation de débiter avant cette date;

Considérant que le Parlement wallon a adopté le 11 décembre 2013 le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 sans inscrire le budget nécessaire à l'octroi de l'aide complémentaire « zone franche » démontrant ainsi sa volonté de ne pas poursuivre cette action après le 1<sup>er</sup> janvier 2014;

Considérant, par ailleurs, l'urgence motivée par le fait que la Commission européenne, par courrier du 2 août 2013 relatif à la mise en œuvre des dispositions transitoires prévues dans les lignes directrices précitées, engageait la Région wallonne à prendre rapidement des mesures utiles aux termes desquelles elle devrait notifier la prolongation de la carte actuelle des aides à finalité régionale afin de permettre à la Commission d'autoriser cette prolongation avant le 31 décembre 2013 et ce, jusqu'au 30 juin 2014;

Considérant qu'il est nécessaire de pouvoir adopter un dispositif qui permet après le 31 décembre 2013 de continuer à faire bénéficier les entreprises concernées d'incitants financiers et de leur faire connaître les compléments d'aides régionaux qui seront octroyés durant cette prolongation;

Qu'il serait en effet dommageable pour les entreprises concernées de les empêcher d'obtenir des aides à l'investissement à finalité régionale sur la base du régime concerné à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014;

Qu'il est urgent pour la Région wallonne et les entreprises concernées, pour des questions de sécurité juridique, de fixer les dates ultimes pour l'introduction des demandes et régler le sort des dossiers d'aides à finalité régionale qui seront introduits pendant cette période de transition;

Que la date ultime pour le dépôt de ces dossiers doit être fixée au 1<sup>er</sup> mars 2014 et que les demandes d'autorisation de débiter doivent être introduites avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 55.007/2, donné le 16 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le point 6<sup>o</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé;

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 du paragraphe 2 est abrogé;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 4*bis*, les mots « ou qui se situe dans une zone franche » sont abrogés;

4<sup>o</sup> le point 2<sup>o</sup> de l'alinéa 2 du paragraphe 4*bis* est abrogé.

**Art. 2.** A l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> la phrase liminaire de l'alinéa 1<sup>er</sup>, est complétée par les mots suivants : « qui doit être introduite au plus tard pour le 31 mai 2014 »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'entreprise introduit auprès de l'Administration pour le 30 juin 2014 au plus tard le dossier sur base d'un formulaire type. »;

3<sup>o</sup> l'alinéa 3 est abrogé;

4<sup>o</sup> l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'entreprise située en zone de développement doit :

1<sup>o</sup> introduire au plus tard pour le 1<sup>er</sup> janvier 2014 une demande de prime à l'investissement auprès de l'Administration avant de débiter son programme d'investissements;

2<sup>o</sup> introduire auprès de l'Administration au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mars 2014 le dossier sur base d'un formulaire type disponible auprès de l'Administration. »

**Art. 3.** Dans l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'Administration peut adresser à l'entreprise située en zone de développement, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception du dossier, une demande relative aux renseignements manquants en lui accordant un délai qui est fixé dans ladite demande.

Si l'entreprise située en zone de développement n'a pas transmis dans le délai imparti les renseignements sollicités par l'Administration, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime à l'investissement, notifiée par l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. »

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup> produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2014 sauf en ce qui concerne l'entreprise dont le programme d'investissements a, conformément à l'article 11, été pris en considération avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les articles 2 et 3 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201513]

#### 20. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87, § 3, a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013 abgeändert;

In Erwägung der dadurch begründeten Dringlichkeit, dass die zusätzliche Beihilfe für die Freizonen unverzüglich auszusetzen ist, insbesondere um die Haushaltsauswirkungen dieser Regelung zu bewerten;

In der Erwägung, dass diese Bewertung, die sowohl den wirtschaftlichen als auch den sozialen Aspekt untersuchen wird, es ermöglichen wird, die Höhe der Beihilfen in diesen Freizonen in Verbindung mit der neuen Karte der Entwicklungsgebiete zu bestimmen, welche 2014 von der Europäischen Kommission zu genehmigen ist;

In der Erwägung, dass es jedoch aus Gründen der Rechtssicherheit und im Hinblick auf die Planung der vorgesehenen Investitionen für die Wallonische Region und die betreffenden Betriebe zwingend notwendig ist, dass diese Maßnahme nach dem 1. Januar 2014 wirksam bleibt, wenn ihr Investitionsprogramm vor diesem Datum Gegenstand einer Startgenehmigung gewesen ist;

In der Erwägung, dass das Wallonische Parlament das Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014 am 11. Dezember 2013 verabschiedet hat, ohne die Haushaltsmittel einzutragen, die für die Gewährung der zusätzlichen Beihilfe für Freizonen notwendig wären, um somit ihren Willen auszudrücken, diese Aktion nach dem 1. Januar 2014 nicht weiterzuführen;

In Erwägung andererseits der dadurch begründeten Dringlichkeit, dass die Europäische Kommission die Wallonische Region mit Schreiben vom 2. August 2013 betreffend die Ausführung der in den oben genannten Leitlinien vorgesehenen Übergangsbestimmungen dazu aufgefordert hat, zweckdienliche Maßnahmen umgehend zu ergreifen und anschließend die verlängerte Geltungsdauer der derzeitigen Fördergebietskarte zu melden, damit die Kommission vor dem 31. Dezember 2013 diese Verlängerung bis einschließlich zum 30. Juni 2014 billigen kann;

In der Erwägung der Notwendigkeit der Annahme einer Regelung, aufgrund derer die betroffenen Betriebe auch nach dem 31. Dezember 2013 weitere finanzielle Anreize in Anspruch nehmen können, und durch die ihnen mitgeteilt wird, welche zusätzlichen regionalen Beihilfen ihnen während dieses Verlängerungszeitraums gewährt werden;

In der Erwägung, dass es die betroffenen Betriebe nämlich schädigen würde, wenn sie daran verhindert wären, aufgrund der betreffenden Regelung Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung ab dem 1. Januar 2014 zu erhalten;

In der Erwägung, dass es aus Gründen der Rechtssicherheit für die Wallonische Region und die betreffenden Betriebe dringend ist, die Stichtage für die Einreichung der Anträge festzulegen und die erforderlichen Beschlüsse betreffend die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung zu fassen, die während dieses Übergangszeitraums eingereicht werden;

In der Erwägung, dass der Stichtag für die Hinterlegung dieser Akten auf den 1. März 2014 festgelegt werden muss, und die Anträge zur Startgenehmigung vor dem 1. Januar 2014 einzureichen sind;

Aufgrund des am 16. Dezember 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 16. Januar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 55.007/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1<sup>o</sup> § 1, Ziffer 6 wird aufgehoben;

2<sup>o</sup> § 2, Abs. 3 wird aufgehoben;

3<sup>o</sup> in § 4bis, Absatz 1, wird die Wortfolge "oder der sich in einer Freizone befindet" gestrichen;

4<sup>o</sup> § 4bis, Absatz 2, Ziffer 2<sup>o</sup> wird aufgehoben.

**Art. 2** - In Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, werden folgende Änderungen angebracht:

1<sup>o</sup> der einleitende Satz von Absatz 1 wird durch folgende Wortfolge ergänzt: ", der spätestens zum 31. Mai 2014 eingereicht werden muss";

2<sup>o</sup> Absatz 2 wird durch den nächsten Absatz ersetzt:

"Der Betrieb reicht die auf einem Musterformular basierende Akte spätestens zum 30. Juni 2014 bei der Verwaltung ein.";

3<sup>o</sup> Absatz 3 wird gestrichen.

4<sup>o</sup> Der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von den Absätzen 1 und 2 muss der Betrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet:

1<sup>o</sup> spätestens zum 1. Januar 2014 einen Antrag auf eine Investitionsprämie bei der Verwaltung einreichen, bevor er sein Investitionsprogramm startet;

2<sup>o</sup> spätestens zum 1. März 2014 die auf einem bei der Verwaltung verfügbaren Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung einreichen."

**Art. 3** - In Artikel 12 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, werden zwei wie folgt lautende Absätze zwischen Absatz 2 und Absatz 3 eingefügt:

"In Abweichung von Abs. 1 und 2 kann die Verwaltung innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Datum des Empfangs der Akte dem Betrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet, einen Antrag zukommen lassen, in dem sie ihn bittet, ihr die fehlenden Angaben innerhalb einer in diesem Antrag festgelegten Frist zu übermitteln.

Wenn der Betrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet, die von der Verwaltung beantragten Angaben binnen der ihr eingeräumten Frist nicht übermittelt hat, beschließt der Minister oder der beauftragte Beamte die Verweigerung der Investitionsprämie, die dem Betrieb durch die Verwaltung per Einschreiben oder jegliches Mittel, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, mitgeteilt wird.

**Art. 4** - Artikel 1 wird am 1. Januar 2014 wirksam, mit Ausnahme dessen, was den Betrieb betrifft, dessen Investitionsprogramm gemäß Artikel 11 vor dem 1. Januar 2014 berücksichtigt wurde.

Artikel 2 und 3 werden am 1. Januar 2014 wirksam.

**Art. 5** - Der Minister für Wirtschaft und K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 20. Februar 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-Cl. MARCOURT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201513]

**20 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 87, § 3, *a)* en *c)*, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat de bijkomende steun i.v.m. de vrije zone onverwijld geschorst moet worden om de budgettaire impact van deze voorzieningen te beoordelen;

Overwegende dat deze beoordeling die zowel het economisch aspect als het sociaal aspect zal onderzoeken het mogelijk zal maken om de graad van de tegemoetkoming in deze vrije zones te bepalen in verband met de nieuwe kaart van de ontwikkelingsgebieden die in 2014 door de Europese Commissie zal worden goedgekeurd;

Overwegende dat het voor het Waalse Gewest en de betrokken bedrijven wat betreft de juridische veiligheid en de planning van de voorziene investeringen echter dringend is om van deze maatregel na 1 januari 2014 te kunnen blijven genieten als hun investeringsprogramma het voorwerp heeft uitgemaakt van een machtiging om vóór deze datum te starten;

Overwegende dat het Waals Parlement op 11 december 2013 het decreet betreffende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014 heeft aangenomen zonder de begroting die nodig is voor de toekenning van de bijkomende steun "vrije zone" op te nemen waardoor het Parlement op die manier zijn wil aantoonde om deze actie na 1 januari 2014 niet voort te zetten;";

Gelet, anderzijds, op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat de Europese Commissie bij schrijven van 2 augustus 2013 betreffende de uitvoering van de overgangmaatregelen bepaald in voornoemde richtsnoeren, het Waalse Gewest ertoe aanzette onverwijld nuttige maatregelen te treffen luidens welke de verlenging van de huidige kaart van regionale steunmaatregelen medegedeeld zou moeten worden om de Commissie in staat te stellen die verlenging door te voeren voor 31 december 2013, tot en met 30 juni 2014;

Overwegende dat het noodzakelijk is om voorzieningen te treffen zodat de betrokken bedrijven na 31 december 2013 in aanmerking kunnen blijven komen voor financiële incentives en zij ingelicht kunnen worden over de aanvullende regionale steunmaatregelen die hen tijdens die verlengingsperiode toegekend zullen worden;

Overwegende dat het voor de betrokken ondernemingen schadelijk zou zijn, mochten ze vanaf 1 januari 2014 verhinderd worden in het verkrijgen van investeringstegemoetkomingen toegekend in dit regionale kader;

Dat het voor het Waalse Gewest en de betrokken bedrijven wat betreft de rechtszekerheid dringend is om de uiterste data vast te stellen voor de indiening van de aanvragen en om de kwestie te regelen van de dossiers betreffende de regionale steunmaatregelen die tijdens deze overgangperiode ingediend zullen worden;

Dat de uiterste datum voor de indiening van deze dossiers op 1 maart 2014 moet worden vastgesteld en dat de aanvragen tot machtiging om te starten vóór 1 januari 2014 moeten worden ingediend;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2013;

Gelet op advies nr. 55.007/2 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> punt 6<sup>o</sup> van paragraaf 1 wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> het derde lid van paragraaf 2 wordt opgeheven;

3<sup>o</sup> in het eerste lid van paragraaf 4*bis*, worden de woorden "of die zich in een vrijzone bevindt" geschrapt;

4<sup>o</sup> punt 2<sup>o</sup> van het tweede lid van paragraaf 4*bis* wordt opgeheven;

**Art. 2.** Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1<sup>o</sup> de inleidende zin van het eerste lid wordt aangevuld als volgt: "die uiterlijk 31 mei 2014 moet worden ingediend";

2<sup>o</sup> het tweede lid wordt vervangen door het volgend lid :

"Uiterlijk 30 juni 2014 dient de onderneming een dossier op grond van een modelformulier bij de Administratie in.";

3<sup>o</sup> lid 3 wordt opgeheven;

4<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"In afwijking van lid 1 en 2 moet de onderneming die in een ontwikkelingsgebied gelegen is :

1<sup>o</sup> uiterlijk 1 januari 2014 een aanvraag voor een investeringspremie bij de Administratie indienen vóór het haar investeringsprogramma aanvangt;

2<sup>o</sup> uiterlijk 1 maart 2014 een dossier op grond van een modelformulier dat bij de Administratie beschikbaar is, indienen.";

**Art. 3.** In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 worden tussen het tweede en het derde lid de volgende twee leden ingevoegd:

“In afwijking van het eerste en het tweede lid kan de Administratie de onderneming gelegen in een ontwikkelingsgebied binnen een maand na de datum van ontvangst van het dossier verzoeken om de ontbrekende gegevens en haar een termijn die in de aanvraag wordt vastgesteld, toestaan om het dossier te vervolledigen.

Indien de onderneming gelegen in een ontwikkelingsgebied de door de Administratie verzochte inlichtingen niet binnen de voorgeschreven termijn heeft overgemaakt, treft de Minister of de gemachtigde ambtenaar een beslissing tot weigering van de investeringspremie, waarvan door de administratie aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.”.

**Art. 4.** Artikel 1 heeft uitwerking op 1 januari 2014, behalve wat betreft de onderneming waarvan het investeringsprogramma, overeenkomstig artikel 11, vóór 1 januari 2014 in overweging is genomen.

De artikelen 2 en 3 hebben uitwerking op 1 januari 2014.

**Art. 5.** De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2014/03080]

#### Raad van State. — Vernietiging

Bij arrest van de Raad van State n° 226.149 van 21 januari 2014 wordt :  
— het ministerieel besluit van 4 januari 2012 waarbij de heer VANDE VELDE, Walter Frans, bij wijze van interim wordt aangesteld tot de betrekking van hypotheekbewaarder te Brussel, 3e kantoor, op datum van 1 februari 2012 vernietigd.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2014/03080]

#### Conseil d'Etat. — Annulation

Par arrêté du Conseil d'Etat n° 226.149 du 21 janvier 2014 :  
— l'arrêté ministériel du 4 janvier 2012 par lequel M. VANDE VELDE, Walter Frans, désigné par voie d'interim à l'emploi de conservateur des hypothèques à Bruxelles, 3<sup>e</sup> bureau, à la date du 1<sup>er</sup> février 2012, est annulé.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

[C - 2014/24077]

**28 FEBRUARI 2014.** — Ministerieel besluit houdende benoeming van de experts in oncologie van de erkenningscommissie van geneesheren-specialisten in de pneumologie

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, artikel 7, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheeskunde, artikel 1, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 september 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 maart 1979 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stagemeesters en stagediensten voor de specialiteiten van inwendige geneeskunde, pneumologie, gastro-enterologie, cardiologie en reumatologie, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 9 november 2004;

Overwegende op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, artikel 2, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1997 en artikel 2bis, ingevoegd bij de wet van 17 juli 1997 en gewijzigd bij de wet van 3 mei 2003,

Besluit :

**Artikel 1.** Worden benoemd tot expert in oncologie van de Nederlandstalige kamer van de erkenningscommissie van geneesheren-specialisten in de pneumologie :

1° op de voordracht van de Faculteiten van geneeskunde, de volgende artsen :

Deweerd Sonia, Opwijk;

Vermaelen Karim, Wondelgem;

### SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C - 2014/24077]

**28 FEVRIER 2014.** — Arrêté ministériel portant nomination des experts en oncologie de la commission d'agrément des médecins spécialistes en pneumologie

La Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes, l'article 7, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal de 24 octobre 2013;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, l'article 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 septembre 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 9 mars 1979 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des service de stage pour la spécialité de la médecine interne, de la pneumologie, de la gastro-enterologie, de la cardiologie et de la rhumatologie, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel de 9 novembre 2004;

Considérant la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, l'article 2, modifié par la loi de 17 juillet 1997 et l'article 2bis, inséré par la loi du 17 juillet 1997 et modifié par la loi du 3 mai 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont nommés en qualité d'expert en oncologie de la Chambre d'expression néerlandaise de la commission d'agrément des médecins spécialistes en pneumologie :

1° sur la proposition des facultés de médecine, les médecins suivants :

Deweerd Sonia, Opwijk;

Vermaelen Karim, Wondelgem;